

Les historiens et les Archives nationales du Canada

Texte rédigé par John G. Reid, responsable du Comité des archives de la S.H.C.

Le 4 juillet 1990, un conduit d'eau éclata au 4^e étage de l'édifice des Archives nationales du Canada situé sur la rue Wellington à Ottawa. Un certain nombre de documents irremplaçables de la collection nationale des cartes et plans furent ainsi sérieusement endommagés. L'eau abîma près d'une centaine d'atlas et de livres rares, et dix volumes particulièrement détremés durent subir un traitement de séchage à froid. Dans la chambre forte inondée se trouvaient également les cartes anciennes de Ptolémée et de Mercator. Un conservateur qui avait décidé par hasard de prolonger sa journée de travail, put avertir à temps le personnel des Archives dont la rapide intervention permit de limiter les dégâts. Cet incident nous rappelle que nombre de précieux documents d'archives ne sont pas à l'abri de la destruction. Il ajoute du poids à l'avertissement lancé en mai 1987 par l'Archiviste national, M. Jean-Pierre Wallot. Appelé à présenter sa cause devant le Comité permanent des communications et de la culture de la Chambre des communes, M. Wallot expliquait que "les locaux dont disposent actuellement les Archives pour entreposer les documents n'assurent plus en fait leur protection, mais représentent plutôt pour eux une menace".

Depuis 1987, les choses se sont quelque peu améliorées. Vers le milieu des années 80, la situation avait de toute évidence atteint son point critique. L'édifice de la rue Wellington, qui abrite à la fois les Archives nationales et la Bibliothèque nationale, n'avait plus une seule place de libre en 1972. Les laboratoires, les bureaux et les espaces de rangement des Archives furent répartis en quatorze endroits différents dans la région d'Ottawa-Hull. Un grand nombre de ces locaux n'étaient pas conçus pour la conservation d'archives. Plusieurs incidents survinrent, qui endommagèrent des documents; citons entre autres les deux désastreuses inondations du sous-sol de l'immeuble Journal Tower South en novembre 1986 et en juin 1987. Lorsqu'il ouvrit ses portes en 1967, l'édifice de la rue Wellington était à la fine pointe des méthodes de conservation, mais vingt ans plus tard, il n'était même plus conforme à la norme la plus élémentaire, comme l'illustre si bien la présence de conduits d'eau à l'intérieur des chambres fortes.

En décembre 1987, le Comité de la Chambre reconnut l'urgence de la situation et recommanda l'intervention immédiate du gouvernement. La réponse de ce dernier ne se fit pas attendre, ce qui fut tout à son honneur. En mai 1988, il annonçait en effet le déménagement de l'administration centrale des Archives nationales dans

l'Édifice commémoratif ouest, situé en face de l'immeuble qu'elle occupait jusqu'alors. On construirait ailleurs un "édifice-satellite" pour le rangement des archives. En juin de la même année, l'édifice Mitel sis à Renfrew fut mis provisoirement à la disposition des Archives. Enfin, en septembre 1988, il fut décidé que l'édifice-satellite promis serait érigé à Gatineau et le gouvernement y acheta à cette fin un terrain d'une superficie de 92 acres.

Les derniers obstacles à franchir étaient d'ordre financier. L'Édifice commémoratif ouest devait être entièrement rénové et il fallait également prévoir une somme considérable pour entreprendre les travaux de construction à Gatineau. Et tandis qu'on remédiait aux problèmes de rangement les plus pressants en déménageant à Renfrew les archives dispersées jusqu'alors dans différents locaux, aucun crédit pour les travaux à Gatineau n'avait encore été fermement garanti. La crainte de voir le projet glisser au second rang des priorités gouvernementales s'accrût en décembre 1989 lorsque le gouvernement, pour des raisons de contraintes financières, reporta à deux ans le début des travaux de rénovation de l'Édifice commémoratif ouest. On obtint toutefois l'autorisation de mettre en marche le projet de Gatineau, bien que la négociation des crédits budgétaires avec le Conseil du Trésor fût encore en suspens. Selon le calendrier actuel, et si l'on tient compte du report des travaux de rénovation, les deux nouvelles "demeures" des Archives pourront être inaugurées en 1996.

Devant cette situation, les historiens ont deux préoccupations. La première est d'ordre pratique. Il faudrait s'assurer que le déménagement et les travaux de rénovation perturbent le moins possible le service aux usagers des Archives. Une fois les nouveaux locaux ouverts, la plupart des services seront offerts dans l'Édifice commémoratif ouest; des aires de travail sont également prévues dans l'édifice de Gatineau et les Archives souhaitent pouvoir relier les deux sites par un service de navette. Entre-temps, de nombreux dossiers font l'aller-retour entre Renfrew et Ottawa, lieu de consultation des documents. Le personnel qui travaille dans l'Édifice commémoratif ouest, parmi lequel se trouvent des employés de plusieurs divisions des Archives, sera relogé pendant un certain laps de temps dans un endroit qu'il reste encore à déterminer. Les Archives tentent de réduire au minimum les interruptions de service aux chercheurs. M. Wallot a discuté de ce problème avec le conseil de la S.H.C. et son comité des Archives. Ce dernier veillera à être informé du déroulement des

opérations et il invite les membres de la S.H.C. à lui faire parvenir leurs commentaires sur la question.

Second sujet de préoccupation, voire même d'inquiétude des historiens: le gouvernement tiendra-t-il les promesses faites aux Archives? Nous ne sommes pas sans ignorer que l'heure est aux restrictions budgétaires. Mais en tant qu'historiens, nous ne pouvons rester indifférents devant le danger qui menace les archives de notre pays et devant les désastres irrémédiables qui s'ensuivraient si le gouvernement ne passe pas immédiatement à l'action. Même si l'échéancier est respecté, il faudra attendre encore six ans avant de voir le projet terminé. Si le projet est encore reporté, Dieu seul sait quand on en verra la fin. Pendant ce temps, il faudra subir des interruptions de service et vivre dans la crainte de voir à nouveau des conduits d'eau éclater. Il est donc tout aussi bien dans l'intérêt national que dans celui des historiens de continuer à exercer des pressions sur le gouvernement fédéral afin qu'il respecte le présent échéancier. Le conseil de la S.H.C. et le comité des Archives se promettent d'intervenir, mais ils comptent aussi sur la participation de tous les membres de la S.H.C. La fuite d'eau de juillet dernier a causé bien des dégâts, mais elle aura au moins servi à mobiliser nos forces pour tenter d'obtenir des installations adéquates pour les Archives nationales.

18^e Congrès international des sciences historiques

Lors de sa dernière assemblée générale, tenue en août 1990 à Madrid, le Comité international des sciences historiques a retenu la candidature du Canada (Montréal), pour son prochain congrès (1995). Le comité désirait que ce congrès se tienne à l'extérieur de l'Europe et, dans la course, le Japon et la ville de Tokyo étaient les plus proches concurrents du Canada et de Montréal. Très prochainement, un comité d'organisation local sera mis sur pied par la Société historique du Canada, après consultation avec l'Institut d'histoire de l'Amérique française. Il s'agit d'un événement majeur pour la collectivité des historiens, car il rassemble pour quelques jours entre 3 et 4 mille participants. La Société historique du Canada tient à remercier sa représentante au Comité international, Claire Dolan, pour son excellent travail de préparation et de présentation du dossier. Elle a été secondée par Brian Young, qui lui succède pour un mandat de cinq ans (1990-1995).